

9 NOVEMBRE 1989

La chute du mur de Berlin

INTÉRÊT

C'est à cette date que s'achève le XX^e siècle. C'est également à cette date que débute une transition historique qui, durant 20 ans, voit le passage progressif d'un monde bipolaire vers un monde multipolaire. Paradoxalement, la fin de l'hégémonie soviétique sonne également celle de l'hégémonie américaine, qui est destinée à perdre sa légitimité avec la disparition de la menace communiste. Tandis que la Russie rentre dans une période de grande instabilité et de troubles, les États-Unis s'efforcent désormais de justifier l'existence du bloc occidental en entretenant une série de conflits dont l'un en plein cœur de l'Europe.

La chute du mur de Berlin est l'aboutissement de la désagrégation du système impérial soviétique, que l'URSS n'a plus les moyens économiques, ni la volonté de maintenir contre la pression des peuples européens.

La fin du rideau de fer marque le début du repli de la Russie de son étranger proche, mais aussi sanctionne la perte de son influence lointaine, car la dislocation du bloc communiste aura des répercussions jusqu'en Amérique

latine. L'année 1989 constitue donc une accélération foudroyante de l'Histoire ; en quelques mois, l'Eurocommunisme s'effondre sous les poussées des peuples d'Europe de l'Est.

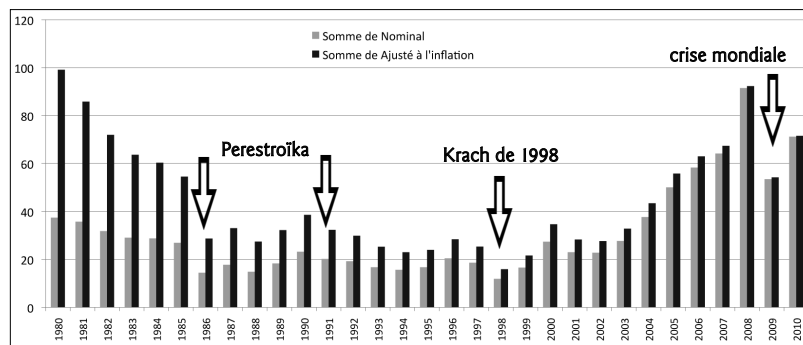
CONTEXTE

En 1989, le bloc communiste est très largement fragilisé par des facteurs à la fois internes et externes qui, après être venus à bout de ce bloc, mettront fin deux ans plus tard à l'Union soviétique. Les facteurs de décomposition sont économiques, politiques et moraux. Économiquement, la période qui suit le début de la perestroïka, en février 1986, est synonyme de chute du cours des matières premières, ce qui prive l'URSS, de ce palliatif nécessaire pour compenser la gabegie de son économie dirigée. Les pays d'Europe de l'Est se trouvent dans un État encore plus grave sans que Moscou puisse faire quoique ce soit. Politiquement et moralement, l'Union soviétique a perdu la légitimité qui fut la sienne après la deuxième guerre mondiale et les guerres de décolonisation. Bien que les soulèvements ou les révoltes aient été jusque-là réprimés, notamment en Hongrie et en Tchécoslovaquie, ces démonstrations de force ont nui à l'image de libérateur des peuples que le régime communiste veut donner. À cela s'ajoute en décembre 1979, l'intervention en Afghanistan, qui s'avère rapidement un piège duquel les dirigeants soviétiques ne peuvent sortir, pris dans une grande instabilité politique, due à la succession rapide des secrétaires généraux du parti communiste. De 1982 à 1985, se succèdent à la tête du parti, Brejnev, Andropov, Tchernenko et enfin Mikhaïl Gorbatchev. Ce dernier lance immédiatement une série de réformes, connue sous le nom de perestroïka, et à partir de 1988, il met en exergue la nécessité de la transparence dans la conduite des affaires politiques en popularisant le terme de « Glasnost ». Ces idées sont accueillies avec enthousiasme en Occident et dans les pays d'Europe de l'Est. Leur diffusion prend des proportions rapidement incontrôlables, notamment pour les dirigeants communistes locaux. Dès 1988, il apparaît que l'URSS ne fera plus la guerre pour préserver le rideau de

fer. En février de cette même année, Mikhaïl Gorbatchev décide de retirer les forces soviétiques d'Afghanistan. À New York, en décembre, lors de la rencontre Bush/Reagan/Gorbatchev, les trois hommes admettent que la guerre froide doit prendre fin.

DOCUMENT 1

Évolution du prix du baril de pétrole à New York de 1980 à 2010 (moyenne annuelle)



DOCUMENT 2

Déclaration du chancelier Helmut Kohl au sujet de la politique de l'Allemagne lors des débats budgétaires (Bonn-Bundestag, 28 novembre 1989)

« [...] Des chances s'offrent à nous pour éradiquer la partition de l'Europe et, par voie de conséquence, de notre patrie, les Allemands qui se retrouvent maintenant dans un esprit de liberté ne constitueront jamais une menace, mais, au contraire, un gain d'autant plus grand pour une Europe en passe de resserrer ses liens. Les événements révolutionnaires auxquels nous assistons aujourd'hui doivent surtout être portés à l'actif des hommes qui ont manifesté de façon

si impressionnante avec leur volonté de liberté. Mais ils sont aussi le résultat des nombreuses évolutions politiques au cours des dernières années. Et, avec notre politique, nous y avons contribué à un point déterminant [...].

D'un autre côté, un préalable déterminant a été la politique de réforme du secrétaire général Mikhaïl Gorbatchev en Union soviétique et la nouvelle pensée dans la politique étrangère soviétique. Sans la reconnaissance du droit des peuples et des États, à une voie qui leur est propre, les mouvements de réforme dans les autres États du Pacte de Varsovie n'auraient pas été couronnés de succès. Les événements dramatiques survenus en RDA n'auraient pas été possibles si la Pologne et la Hongrie n'avaient pas donné l'exemple avec des réformes profondes dans la politique, l'économie et la société. Je me félicite que des changements s'esquissent, maintenant aussi, en Bulgarie et en Tchécoslovaquie. Je suis particulièrement heureux que le lauréat de cette année du Prix de la paix des libraires allemands, Vaclav Havel, puisse enfin récolter les fruits des longues années durant lesquelles il a œuvré et souffert pour la liberté. [...] Enfin, un rôle éminent a également été joué par le processus de la CSCE dans lequel, conjointement avec nos partenaires, nous avons exigé la résorption des causes de tensions, le dialogue et la coopération et, tout particulièrement aussi, le respect des Droits de l'homme. [...]

Aujourd'hui, cela est visible pour tout un chacun, nous sommes à la veille d'un nouveau chapitre de l'histoire européenne et de l'histoire allemande - un chapitre qui montre la voie à suivre au-delà du statu quo, au-delà des structures politiques existant jusqu'ici en Europe [...].

L'évolution des relations interallemandes reste ancrée dans le processus paneuropéen et dans les relations Est/Ouest. L'architecture future de l'Allemagne doit s'intégrer dans l'Architecture future de toute l'Europe [...]. – le respect illimité des principes et des normes du droit international, en particulier le respect du droit à l'autodétermination des peuples [...].

La communauté européenne doit rester ouverte à une RDA démocratique et aux autres États démocratiques d'Europe centrale et du Sud-Est. La CE ne doit pas s'achever à l'Elbe, mais elle doit aussi préserver son ouverture vers l'Est.

COMMENTAIRE

Ce texte du chancelier allemand, Helmut Kohl, artisan principal de la réunification, est un résumé des événements des derniers mois, qui précèdent la chute du mur de Berlin et une présentation des perspectives

qui se présentent à une Allemagne en passe de devenir la superpuissance européenne. Ces événements trouvent leur origine dans la politique d'ouverture de Mikhaïl Gorbatchev et dans la volonté des peuples d'Europe de l'Est de se libérer du communisme. La chute du mur de Berlin intervient en effet dans un contexte global de libéralisation des régimes du bloc communiste.

Les deux premiers pays à avoir secoué ce joug sont la Pologne et la Hongrie. Les Hongrois ont ouvert la première brèche au travers du rideau de fer, sur la route entre Vienne et Budapest, près du village d'Hegyeshalom. C'est par ce passage que commencent à s'engouffrer à partir du 2 mai 1989, les premiers Allemands de l'Est candidats à la liberté, avec l'aide des douaniers hongrois, ce qui vaudra ces mots d'Helmut Kohl reconnaissant envers les Hongrois : « Le sol sur lequel repose la porte de Brandebourg est hongrois ».

L'initiation de ce pays au capitalisme s'est faite doucement au début des années 1980, par l'ouverture de ses frontières aux vacanciers autrichiens et allemands. Dans le but de satisfaire cette demande, la création de petites entreprises privées est autorisée. En même temps, la Hongrie est au bord du gouffre. Sa dette cumulée atteint le montant colossal de 20 milliards de dollars, en faisant le pays d'Europe de l'Est le plus endetté par habitant avec, en outre, une inflation galopante à 17 % et une baisse importante de la production industrielle.

Dans cette atmosphère de timide ouverture, c'est finalement de l'intérieur du parti communiste hongrois que vient le signal de la liberté. En mars 1989, Miklos Memeth, le Premier ministre hongrois, se rend à Moscou. Il fait part à Mikhaïl Gorbatchev de son souhait de mettre en place des élections libres sans en fixer la date. L'URSS maintient 80 000 soldats en Hongrie, et rien ne peut avoir lieu sans que le pouvoir soviétique l'accepte. Tout en déclarant son opposition au multipartisme, Gorbatchev laisse la Hongrie libre de choisir son destin. Helmut Kohl est prêt à soutenir l'économie hongroise si le passage est ouvert aux Allemands de l'Est. De mai à septembre 1989, le processus pacifique de

réformes aboutit à l'ouverture totale des frontières à l'ouest, symbolisée par le démantèlement complet de la frontière électrifiée. Le 3 juillet 1989, les révoltés de 1956 sont réhabilités. Pour les Allemands de l'Est, c'est le signal de la ruée vers l'Ouest, car la RDA, ne bénéficiant pas du tourisme, est dans un État de délabrement pire que celui de la Hongrie. Erich Honecker, le dirigeant communiste est-allemand, proteste à Moscou contre cette décision et y envoie son ministre des Affaires étrangères, sans résultats.

Dans le même temps, la Pologne communiste du général Jaruzelski fait face à une succession de grèves menées par le héros populaire de la lutte anticommuniste, Lech Walesa. Le gouvernement communiste se déclare d'accord pour une transition vers le multipartisme. En juin 1989, les communistes sont écrasés lors des élections. Solidarnosc reçoit 99 % des sièges des députés et Lech Walesa devient le premier Premier ministre anticommuniste d'Europe de l'Est. E. Honecker et le chef d'État roumain, Nicolae Ceausescu, continuent de s'opposer farouchement à cette ouverture et tentent de s'organiser avec Yakès, le dirigeant tchécoslovaque. Ils tentent de faire pression sur Gorbatchev pour obtenir une intervention soviétique contre la Pologne et la Hongrie. En juillet 1989, tandis que Mikhaïl Gorbatchev déclare que l'Armée rouge n'interviendra pas en RDA, George Bush se rend en Pologne et en Hongrie pour soutenir le processus de libération. Le secrétaire d'État américain, James Baker, confirme à son ami et homologue soviétique, Edouard Chevardnadze, à Jackson Hole en septembre 1989, que l'Amérique ne compte pas tirer profit des difficultés soviétiques. Les États-Unis décident alors d'accorder leur soutien total à Mikhaïl Gorbatchev.

Ce même mois de septembre 1989, les Allemands de l'Est font le siège de l'ambassade de la RFA à Budapest pour émigrer. Pour Honecker, ce sont des « parias ». Désormais la RDA interdit le passage en Hongrie pour ses ressortissants. Les Allemands se tournent cette fois vers la Tchécoslovaquie, à Prague, devant l'ambassade de RFA. L'ambassade est littéralement prise d'assaut. Elle devient un camp de réfugiés. Hans

Dietrich Genscher, le ministre allemand des Affaires étrangères, se rend à Prague pour négocier. Honecker, sous la pression de Moscou, accepte de laisser partir les réfugiés.

Dans le reste de la RDA, l'opposition manifeste. En septembre, les manifestations à Leipzig sont sévèrement réprimées, mais sans résultat. Le slogan est « *Wir bleiben hier!* ». Nous restons ici. Il ne s'agit désormais plus de fuir la RDA mais de chasser le régime communiste. En octobre, Honecker reçoit Gorbatchev pour les 40 ans de la RDA. Ce dernier est célébré par la foule allemande. Berlin devient le théâtre de manifestations interminables. C'est finalement le Politburo est-allemand, qui met à pied Honecker le 17 octobre 1989. Il est remplacé par Egon Krenz. Le 1^{er} novembre, ce dernier rencontre Mikhaïl Gorbatchev à Moscou. Le 9 novembre, la libre circulation est décrétée par le Politburo. Le mur tombe sous les coups des Allemands des deux côtés de la frontière.

PROPOSITION DE PLAN

L'effondrement du bloc communiste

INTRODUCTION

I. L'ÉROSION PROGRESSIVE DU MONDE COMMUNISTE

A. Perte de légitimité morale

1. La fin de la décolonisation
2. Le choc afghan

B. Les soubresauts au sein du monde communiste

1. Les démocraties populaires en crise
2. La faillite économique du communisme

C. L'activisme américain et allemand

1. L'ère Reagan et le « roll back »
2. Permanence de la géopolitique allemande

II. LA CRISE ALLEMANDE

A. Ces jours qui ont fait basculer l'Allemagne

1. « La brèche hongroise »
2. L'isolement d'Erich Honnecker

B. Le traité de Moscou

1. L'alliance germano-américaine
2. La diplomatie de Chevardnadze

C. Première étape de la désagrégation du bloc communisme

1. L'impact moral de la chute du mur de Berlin
2. La résignation des Soviétiques

III. L'EFFONDREMENT DU BLOC COMMUNISTE

A. Le printemps des peuples européens

1. La transition pacifique
2. De l'anticommunisme à « l'anti-russisme »

B. Les germes de la guerre

1. La politique balkanique allemande
2. L'avenir de l'OTAN

C. Le monde unipolaire

1. L'effondrement mondial du communisme
2. Le nouvel ordre mondial

CONCLUSION